

SIVOM DE LA REGION DE COMPIEGNE

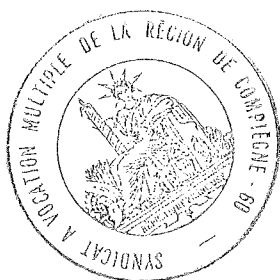
Commune de **JONQUIERES**
2ème REVISION DU
PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

4

**ANNEXE LISTE DES
EMPLACEMENTS RESERVES**

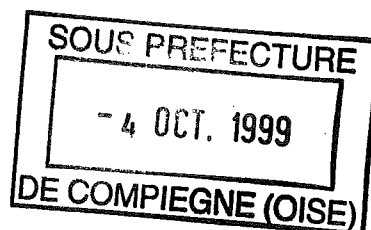
*D.D.E. de l'OISE - Conducteur d'opération
Atelier René MAISON - Architecte Urbaniste*

APPROBATION DE LA REVISION DU P.O.S



Vu pour être annexé à la
délibération du Comité
Syndical du 18 MAI 1999

Le Président du SIVOM,



2ème REVISION DU P.O.S. DE JONQUIÈRES

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

*** Présentation de cette liste :**

L'inscription d'un emplacement réservé au P.O.S. permet d'éviter qu'un terrain, destiné à servir d'emprise à un équipement public, fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future.

La liste ci-jointe regroupe l'ensemble des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts mentionnés à l'article R 123-18, 4è du Code de l'Urbanisme. Elle précise leur destination, leur superficie approximative et l'indication des collectivités, services et organismes publics bénéficiaires conformément à l'article R 123-24 du Code de l'Urbanisme.

Néanmoins, le propriétaire d'un emplacement réservé par le P.O.S. peut, dès que le plan est rendu public, ou que sa révision est applicable, mettre la collectivité ou le service public en demeure d'acquérir son terrain qu'il soit bâti ou non, conformément aux dispositions de l'Article L 123-9 du Code de l'Urbanisme.

2ème RÉVISION DU P.O.S. DE JONQUIÈRES

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Numéro emplacement	Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie approximative en m2	
			Détail	Total
	1. <u>Voies publiques</u> :			
1.1.	Création d'une place publique paysagée à l'angle des rues de l'Archerie et du Mont Clergé.	Commune	980	
1.2.	Voie d'accès au secteur 1NAh du Lainemont à partir de la rue des Jonquilles (RD98).	SIVOM	1.350	
1.3.	Accès piétonnier au secteur 1NAh du Lainemont à partir de la Place des Tilleuls.	SIVOM	350	
1.4.	Accès piétonnier au secteur 1NAh du Lainemont à partir de la rue de Varanval.	SIVOM	280	
1.5.	Création d'un parking public en bordure de la RD98, au nord du bourg.	Commune	4.580	
1.6.	Elargissement de la rue de la Tombe-Issoire à Montplaisir.	Commune	20	
1.7.	Elargissement de la rue de la Tombe-Issoire à Montplaisir.	Commune	110	7.670

2ème RÉVISION DU P.O.S. DE JONQUIÈRES

LISTE DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS (SUITE)

Numéro emplacement	Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie approximative en m2	
			Détail	Total
	Report total page précédente			7.670
	2. <u>Ouvrages publics</u> :			
2.1.	Equipements publics sportifs ou de loisirs, au lieu-dit "Le Grand Pré".	Commune	11.700	22.260
2.2.	Equipements publics sportifs ou de loisirs, au lieu-dit "Le Courtil d'En-Bas".	Commune	10.560	
	3. <u>Installations d'intérêt général</u> :			
	NEANT			
	4. <u>Espaces verts publics</u> :			
4.1.	Création d'un espace vert public pour traitement de l'entrée Est du village et piste cyclable.	Commune	3.730	3.730
Total général des emplacements réservés en m2				33.660

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS AU P.O.S. DE LA COMMUNE DE JONQUIÈRES							
NUMÉROS	SUPERFICIE RÉSERVÉE PAR CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRE						TOTAL des superficies réservées par destination
	Destination	État	Département	Commune	Établissements publics	SIVOM de Compiègne	
1.1. à 1.7.	I - Emplacements réservés à des voies publiques : Total partiel			5.690		1.980	7.670 m2
2.1. et 2.2.	II - Emplacements réservés à des ouvrages publics : Total partiel			22.260			22.260 m2
	III - Emplacements réservés à des installations d'intérêt général : Total partiel						NEANT
4.1.	IV - Emplacements réservés à des espaces verts publics : Total partiel			3.730			3.730 m2
	Total des superficies réservées par bénéficiaire			31.680		1.980	<u>Total général</u> 33.660 m2

Article L 123-9 du Code de l'Urbanisme : article 4 de la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifié (article 9 de la loi n° 86.13 du 6 janvier 1986)

"Le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un Plan d'Occupation des Sols pour un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert peut, dès que le plan est opposable aux tiers, même si à cette date une décision de sursis à statuer lui ayant été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition."

"Au cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès, les ayants-droits du propriétaire décédé peuvent, sur justification que l'immeuble en cause représente au moins la moitié de l'actif successoral et sous réserve de présenter la demande d'acquisition dans un délai de six mois à compter de l'ouverture de la succession, si celle-ci n'a pas été formulée par le propriétaire décédé, exiger qu'il soit sursis, à concurrence du montant du prix du terrain, au recouvrement des droits de mutation afférents à la succession tant que ce prix n'aura pas été payé."

"La demande d'acquisition doit mentionner les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective à l'initiative de la collectivité ou du service public bénéficiaire, et tenus de se faire connaître à ces derniers, dans le délai de deux mois, à défaut de quoi ils seront exclus de tout droit à indemnité."

"La collectivité ou le service public au bénéfice duquel le terrain est réservé doit se prononcer dans le délai d'un an à compter de la réception en mairie de la demande du propriétaire. En cas d'accord amiable, le prix d'acquisition doit être payé au plus tard deux ans à compter de la réception en mairie de cette demande."

"A défaut d'accord amiable à l'expiration du délai d'un an mentionné à l'alinéa précédent le juge de l'expropriation, saisi soit par le propriétaire, soit par la Collectivité ou le service public bénéficiaire de la réserve, prononce le transfert de propriété et fixe le prix du terrain. Ce prix y compris l'indemnité de réemploi, est fixé et payé comme en matière d'expropriation, le terrain étant considéré comme ayant cessé d'être compris dans un emplacement réservé. Toutefois, la date de référence prévue à l'article L 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est celle de la publication du Plan d'Occupation des Sols, de la modification ou de la révision du dit plan instituant l'emplacement réservé."

"Le juge de l'expropriation fixe également, s'il y a lieu, les indemnités auxquelles peuvent prétendre les personnes mentionnées au troisième alinéa ci-dessus."

"Le propriétaire d'un terrain partiellement réservé par un Plan d'Occupation des Sols peut en requérir l'emprise totale dans les cas prévus aux articles L 13-10 et L 13-11 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique."

"Si, trois mois après l'expiration du délai d'un an mentionné au quatrième alinéa ci-dessus, le juge de l'expropriation n'a pas été saisi, la réserve n'est plus opposable au propriétaire comme aux tiers, un mois après la mise en demeure de procéder à sa levée, adressée à l'autorité compétente par le propriétaire. Cette faculté ne fait pas obstacle à la saisine du juge de l'expropriation au-delà de ces trois mois, dans les conditions prévues au cinquième alinéa ci-dessus."

"L'acte ou la décision portant transfert de propriété éteint par lui-même et à sa date tous droits réels ou personnels existants sur les immeubles cédés, même en l'absence de déclaration d'utilité publique antérieure. Les droits des créanciers inscrits sont reportés sur le prix dans les conditions prévues à l'article L 12-13 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique."

"Les dispositions de l'article L 221-2 sont applicables aux terrains réservés par un Plan d'Occupation des Sols et acquis par la collectivité ou le service public bénéficiaire de la réserve, quel que soit le mode d'acquisition."